

Lutte contre les violences faites aux femmes : où est passée l'ambition du gouvernement ?

Communiqué de presse du 25 novembre 2014

Le 20 novembre 2014, Marisol Touraine et Pascale Boistard ont dans un dossier de presse dressé un premier bilan du 4ème plan interministériel contre les violences faites aux femmes, et défini leurs priorités d'actions pour 2015. Alors que les chiffres continuent d'être édifiants (216 000 femmes victimes de violences conjugales, 86 000 victimes de viol ou de tentatives de viol, 121 femmes tuées par conjoint ou ex-conjoint), les réponses apportées restent largement en deçà des besoins et des attentes des Féministes en Mouvements (FEM).

Si le bilan de l'année 2014 est plutôt positif, du fait de l'action d'un Ministère des droits femmes de plein exercice, les FEM expriment leurs inquiétudes pour l'année 2015. La loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, portée par Najat Vallaud-Belkacem, a ouvert de réelles perspectives dans la lutte contre les violences faites aux femmes (généralisation du téléphone grand danger, extension de l'ordonnance de protection, mesures spécifiques pour les femmes étrangères victimes de violences, etc.). Cependant, près de 4 mois après sa promulgation, nous ne constatons toujours pas d'applications concrètes de cette loi.

L'exemple le plus saisissant concerne l'hébergement. Nous sommes consternées de constater que la promesse du Président en 2012 de créer 1650 « places d'hébergement » s'est transformée en « solutions d'hébergement ». Le dossier de presse annonce 600 nouvelles places de 2013 à mi-2014 sans préciser où ces places ont été ouvertes ni sur quel dispositif ni par quelles associations elles sont gérées, ni par qui elles sont financées. La spécificité des violences faites aux femmes, leur mise en sécurité dans des structures adaptées, disparaît donc du dispositif.

Les FEM déplorent également le fait qu'il n'y ait pas une ligne consacrée aux violences commises contre les femmes handicapées, alors que 80% d'entre elles en sont victimes.

Les Féministes en Mouvements le rappellent : la lutte contre les violences faites aux femmes nécessite une ambition politique forte en matière d'accueil, de protection, d'hébergement, d'accompagnement et de prévention, ainsi que des moyens dédiés et pérennes.

Le manque d'ambition politique que nous avons pointé lors de la rétrogradation du Ministère des droits des femmes en secrétariat d'État s'étale aujourd'hui au grand jour. Les FEM exigent de Marisol Touraine et de Pascale Boistard des actes forts : la lutte contre les violences faites aux femmes ne peut se limiter à un effet d'annonce le 25 novembre, journée mondiale pour l'élimination des violences faites aux femmes. Les FEM demandent une rencontre avec la ministre Marisol Touraine et la secrétaire d'état Pascale Boistard, un RDV dans les plus brefs délais.